

compte que si on ne remédie pas bientôt à ce problème, il sera encore bien plus grave d'ici 15, 20 ou 25 ans.

Les employés de la Direction des affaires indiennes savent qu'il faudrait prendre certaines mesures, mais ce sont les fonds qui manquent. Je sais que l'administrateur de la Direction, M. Battle, s'intéresse vivement au bien-être des gens comme plusieurs de ses fonctionnaires. Je sais également que l'argent lui manque. Il y a une chose qui ne coûterait pas tellement cher, ce serait, si les gens en question veulent demeurer là, et je ferai en sorte que ceux qui le désirent puissent y demeurer, d'améliorer leur situation le plus tôt possible. Si le gouvernement tient ses promesses, il va améliorer le sort de ces Indiens. Nous avons des exemples frappants dans ma circonscription...

Une voix: Un peu de collaboration.

M. Simpson: ...de situations qui ne se comparent pas très favorablement jusqu'à présent, à certaines conditions qui existent dans d'autres réserves.

Une voix: Il était minuit moins vingt l'autre soir.

M. Simpson: Je dis au ministre qu'une des choses qui pressent le plus, c'est de fournir l'électricité aux Indiens. Je sais que cela semble presque impossible. Je puis dire au ministre qu'au Manitoba, l'agence provinciale d'énergie électrique a l'outillage voulu et est prête à exécuter ces travaux dès maintenant. Il ne s'agit que d'obtenir une aide financière de la Direction des affaires indiennes. Je crois que le ministre devrait voir à fournir une aide financière le plus tôt possible sans quoi ces gens seront privés de ces services pour un grand nombre d'années.

J'entends, à l'extrémité de la Chambre et du côté du gouvernement des gens qui disent: «Occupons-nous des crédits». Je puis assurer à ces honorables députés que je ne suis pas en train de parler pour des motifs politiques. Je parle au nom de 14,000 Indiens du Manitoba septentrional qui m'ont envoyé ici parler pour eux.

J'aimerais en terminant, dire au ministre que les conditions sont assez bonnes dans certaines réserves. Par exemple, les conditions sont peut-être meilleures à Island Lake, parce qu'une agence y est située. Il y a un moulin à scie à Island Lake. Ils ont inauguré une entreprise de nappes de filets qui a rapporté l'an dernier entre \$6,000 et \$10,000 de revenu pour la population.

[M. Simpson.]

Les gens peuvent accomplir ces choses eux-mêmes sous surveillance. Ils ont institué des cours de promotion. Ils obtiennent beaucoup de succès et, en général, la réserve est bien administrée. Dans d'autres réserves, on ne fait rien pour eux. On ne leur donne aucunes directives, peut-être par manque de fonds. On pourrait améliorer ces réserves moyennant très peu d'argent. On devrait envoyer des instructeurs pour en guider les habitants. Dans des circonstances plus favorables, ils pourraient mener une vie de beaucoup supérieure.

C'est là un des derniers points que je veux faire ressortir. Il se rattache aux régions désignées et j'espère que le ministre ne dira pas que je devrais aborder ce sujet lors de l'examen des crédits du ministère de l'Industrie. J'ai essayé pendant deux ou trois mois d'amener le ministre compétent à reconnaître la région dont j'ai parlé comme région désignée. Il me dit qu'elle ne remplit pas les conditions fixées—que les chiffres du chômage n'y correspondent pas aux chiffres acceptables.

J'implore le ministre de demander à ses fonctionnaires d'aller vérifier auprès de la Commission d'assurance-chômage. Ils verront que les représentants de la Commission sont tellement éloignés des régions où vivent ces gens et où ils devraient aller s'inscrire, qu'il n'y existe aucune statistique. En venant à Ottawa, au début de la session, j'ai rencontré deux personnes qui désiraient aller dans le Nord du Manitoba pour y établir une usine de transformation du poisson coûtant environ \$200,000. Ces gens construiraient leurs usines dès demain s'il s'agissait d'une région désignée. La main-d'œuvre spécialisée n'est pas nécessaire pour ce genre de travail. Les Indiens feraient l'affaire. Chacune des usines projetées fournirait du travail à 60 Indiens, qui n'auraient pas besoin de plus d'une semaine d'apprentissage.

Je compte bien que le ministre fera étudier cette question le plus tôt possible par ses fonctionnaires, afin de voir si le Nord du Manitoba ne pourrait pas devenir une région désignée. Quel qu'en soit le prix, les bénéfices seraient bien supérieurs.

[Français]

M. Caouette: Monsieur le président, je voudrais collaborer à mon tour avec les conservateurs pour étirer le débat autant que possible afin d'arriver à minuit le plus tôt possible.

Nous étudions, à l'heure actuelle, les crédits du ministère du Nord canadien et des Ressources nationales. Je voudrais savoir si l'imbroglia qui existe entre Ottawa et Québec, au